

L'Anjou rouge

BULLETIN DE LA FEDERATION ANGEVINE DE LA L.C.R.

mardi 25 mai 2004

 lcr49@hotmail.com /  02-41-25-19-10 (tél.-fax-répondeur)



EUROPEENNES 2004 : UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE !

Oui, une autre Europe est possible. C'est celle qui passe par l'harmonisation vers le haut des droits sociaux et démocratiques, la mise en place de services publics européens, l'instauration d'un Smic européen, l'égalité hommes/femmes et homosexuels/hétérosexuels, l'égalité des droits entre résidents de l'Union européenne et personnes d'origine extra-communautaire, le refus de la constitution Giscard, la sortie du nucléaire, le maintien d'un moratoire sur les OGM...

Cette Europe des travailleurs et des peuples, c'est celle que la LCR et Lutte ouvrière défendront dans la campagne électorale qui s'ouvre. Voter pour les listes LCR-LO le 13 juin prochain, c'est poursuivre le mouvement de rejet du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy en étant indépendant vis-à-vis de l'ex-gauche plurielle et en défendant des perspectives clairement anticapitalistes, écologistes et internationalistes, à l'échelle européenne et nationale. C'est permettre l'élection de député(e)s révolutionnaires.

Soutenons les listes LCR-LO !!!

→ Il est possible de demander la brochure Europe de la LCR auprès des militants ou de la télécharger gratuitement sur <http://www.lcr-rouge.org/brochures/europe2004/europe2004.pdf>

Liste LO-LCR du Grand Ouest

- 1 : Hélène DEFRANCE, 54 ans, enseignante, conseillère municipale à Nantes
- 2 : Claude QUÉMARD, 46 ans, agent SNCF
- 3 : Marie-Louise DUPAS, 54 ans, infirmière en hôpital public
- 4 : Martial COLLET, 44 ans, ouvrier métallurgiste
- 5 : Françoise DUBU, 46 ans, institutrice
- 6 : Frédéric MADELIN, 27 ans, salarié centre d'appels
- 7 : Marie-Pierre MENGUY, 56 ans, enseignante
- 8 : Yves CHÈERE, 47 ans, ouvrier dans l'automobile
- 9 : Marie-Thérèse GÉRAULT, 56 ans, enseignante

- 10 : André DEPOUILLE, 59 ans, aide-comptable sans emploi
- 11 : Marie-France BELIN, 60 ans, employée administrative
- 12 : Raymond MADEC, 53 ans, infirmier hôpital public
- 13 : Delphine VINCE, 27 ans, professeure des écoles
- 14 : Sam BURLLOT, 35 ans, intermittent du spectacle
- 15 : Martine GUILBERT, 43 ans, ouvrière
- 16 : Patrice VILLERET, 41 ans, ouvrier ajusteur
- 17 : Janine CARRASCO, 40 ans, agent hospitalier
- 18 : Yohann THIAUX, 24 ans, animateur socio-culturel
- 19 : Nathalie JUIGNER, 31 ans, privée d'emploi
- 20 : Jean-Pierre COURTOIS, 56 ans, enseignant

ELECTIONS EUROPEENNES DU 13 JUIN 2004

REUNION PUBLIQUE LO-LCR

JEUDI 10 JUIN 2004 à 20h30

Salle Daviers, Bd Daviers

avec **Hélène Defrance (LO) & Claude Quémard (LCR)**,
têtes de liste LO-LCR dans le grand-ouest

Sécu : mobiliser sans attendre davantage !

Elle peut paraître surprenante, la faiblesse des réactions confédérales et de la mutualité aux mesures anti-Sécu que vient de dévoiler le brave Dr Douste, successeur du bon Dr Mattéi au ministère de la santé raffarinisée. C'est tout juste si ce n'est pas la CFDT que l'on entend le plus... Quant à l'unité syndicale pour défendre cette conquête sociale essentielle de la Libération, elle est d'ores et déjà auto-limitée au trio CGT-UNSA-FSU qui annonce une tardive « journée d'action » le 5 juin (un samedi ! A Angers, ce sera à 15 place Leclerc), l'Union Solidaires (SUD) se ralliant à l'initiative et FO devant décider de ce qu'elle fait (dans l'unité ?) cette semaine...

Pourtant l'enjeu est de taille. Le Dr Douste ose stigmatiser les patients et les rendre responsables du soi-disant « trou de la sécu ». Ils devront payer de leurs poches un euro par consultation et le forfait hospitalier (créé par le PS en 1983) sera également augmenté d'un euro. Il annonce une grande chasse aux « faux » arrêts maladie (manière de dédouaner le patronat et l'intensification du travail qu'il impose au détriment de la santé de tous). Il augmentera la CSG des retraités imposables. Encore n'est ce là que la partie la plus médiatique de la contre-réforme gouvernementale. L'essentiel reste la poursuite de la mise sous tutelle étatique de la sécu et l'instauration du « panier de soins ».

De l'étatisation libérale de la sécu...

La sécu a été créée par les travailleurs, avec les cotisations des travailleurs (par le salaire direct ou par la part dite « patronale »). Au fil des ans pourtant, il y a eu une dégradation. Ce n'est pas un hasard s'il

n'y a pas eu d'élections aux caisses depuis 1983... Le PS a introduit la CSG, c'est à dire un impôt (ce qui permettait de ne pas augmenter les cotisations et donc de ne pas faire payer les patrons). Avec le plan Juppé en 1995, le budget de la Sécu est carrément tombé sous le contrôle du Parlement. Le ministre Douste fait aujourd'hui comme s'il s'agissait d'argent « public » et veut créer une Union nationale des caisses d'assurance-maladie (UNCAM) dont le directeur serait nommé par le gouvernement et qui nommerait les directeurs des caisses primaires. Chaque année, les gestionnaires (contrôlés par un magistrat de la cour des comptes) proposeraient un budget au gouvernement et aménageraient un « périmètre des soins remboursables » dans une limite (un « couloir ») fixée par l'Etat !

...au « panier de soins » !

Ainsi donc, ce ne sont pas les impératifs de santé qui fixeront le budget de la Sécu (parfaitement ajustable par augmentation des cotisations patronales et mise sous tutelle de l'industrie pharmaceutique) mais des contraintes budgétaires largement fabriquées ! Et l'on voit où les libéraux veulent en venir : réduire *a minima* la part de la Sécu, développer un système de santé à trois étages (sécu/mutuelles/assurances privées) où certains (les plus fortunés) seraient plus égaux que d'autres et où les capitalistes du secteur assurantiel pourraient enfin faire « fructifier » cette masse financière énorme (supérieure au budget de l'Etat) qui leur échappe encore ! *A contrario*, nos revendications restent celles d'une Sécu prenant à charge à 100% le système de soins dont a besoin l'ensemble de la population.

Bloquer les projets libéraux et passer à la contre-offensive !

Beaucoup d'initiatives ont déjà été prises pour appeler à la mobilisation contre ces projets de régression sociale, ce passage de la logique de la solidarité à la logique du « chacun pour soi ». Citons en particulier l'appel relayé par la fondation Copernic et que l'on peut signer sur internet (www.fondation-copernic.org). Il s'agit maintenant de coordonner les énergies militantes et de construire une riposte à la hauteur. Dans de nombreux départements des collectifs se sont mis en place associant syndicats, associations, partis ou simples individus.

Dans le Maine-et-Loire, c'est chose faite depuis la semaine dernière, aussi bien à Angers qu'à Cholet (*cf.* appel reproduit ci-après). Certes, bien du chemin reste encore à faire. La CGT-49 fait bande à part (un de ses responsables a déclaré au Collectif que la lutte de la CGT allait être menée dans la « durée » à l'instar de ce que la Confédération avait fait et faisait encore contre la réforme des retraites...) Quant à la FSU-49, elle a pour l'instant refusé de s'inscrire dans le collectif au prétexte qu'il n'y avait pas assez de monde, s'opposant ainsi à la FSU nationale qui appelle à impulser de tels collectifs (à l'instar du G10-Solidaires et de la FERC-CGT). Ce retard pris par le mouvement syndical est préoccupant mais pas irréversible. A nous de développer les initiatives susceptibles d'entraîner les plus tièdes, voire ceux qui aujourd'hui succombent peu ou prou aux sirènes libérales (des Verts au PS, en passant bien sûr par la Mutualité).

Jean-Luc

**Réunion publique du Collectif : Mardi 8 juin à 20h30, Salle Thiers (rue Thiers à Angers)
+ réunion hebdomadaires tous les mardis à 18h, à la Bourse du travail**

COLLECTIF *Ambroise CROIZAT* 49 DE DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE

I. Ce qui est en cause

La SECU dont tous les Français bénéficient aujourd'hui est née au lendemain de la Libération.

Elle met en œuvre un principe fondamental du programme du Conseil National de la Résistance, celui de la Solidarité et de la Cohésion Nationale.

Créée par les salariés, elle est administrée par leurs représentants depuis plus de 50 ans. Malgré les attaques successives des gouvernements, elle a su maintenir son indépendance et demeurer un des biens premiers des travailleurs.

Elle permet à tous, de façon égalitaire, l'accès à la santé qui est un droit inaliénable.

Dans la logique libérale de l'Union Européenne et de Raffarin III, la droite voudrait casser ce qui appartient à tous au prétexte d'un déficit soit disant abyssal de 12,8 milliards d'euros, qui ne représentent somme toute qu'1 % des dépenses de la Protection Sociale.

II. Ce que veut faire le Gouvernement

Les yeux rivés sur les « critères de Maastricht » et la « résorption des déficits publics », le gouvernement n'envisage pas un instant d'améliorer les recettes... Il s'apprête au contraire à « jeter au trou » l'assurance maladie, au profit d'un système, où chacun pourrait s'offrir les soins... qu'il pourrait payer.

Pour le précédent ministre de la santé « *la croissance des dépenses de santé est inéluctable mais les ressources publiques ne sont pas infinies. Les assurances complémentaires semblent désignées pour financer la différence* ». (La Tribune, mercredi 14 juillet 2002.)

On aurait dès lors une couverture à 3 vitesses du « Tous Risques » à la « Tierce Collision » au plus grand bénéfice des assurances privées et au détriment des usagers.

III. Ce que nous voulons

En France (5^{ème} puissance économique mondiale) dans une toute autre logique, nous proposons de donner la priorité à :

- La gratuité des soins,
- La prévention, notamment par le développement de la médecine scolaire et de la médecine du travail aujourd'hui sinistrées,
- Une véritable politique en matière de santé environnementale,
- La maîtrise publique de l'industrie pharmaceutique, avec la création d'un pôle public et d'instances citoyennes de contrôle,
- Développement de l'Hôpital Public (retrait du plan Hôpital 2007, qui en organise la privatisation).

IV. Les moyens existent

Pour ces besoins fondamentaux, nous donnons la priorité :

- A la lutte contre le chômage et à une vraie politique de l'emploi :
- A l'augmentation des salaires et donc des cotisations.

A titre d'exemples, quelques chiffres montrent que les moyens existent :

Aides à l'emploi non compensées par l'Etat = 2,3 milliards d'euros (exonération de cotisations)

Taxes sur le tabac et l'alcool non restituées par l'Etat = 11,1 milliards d'euros

TVA des hôpitaux non récupérée = 2 milliards d'euros.

Ce manque à gagner se chiffre à environ 20 milliards d'euros. Cependant, les problèmes rencontrés par l'assurance maladie ne doivent pas être envisagés sous le seul aspect comptable.

Quelle politique de santé voulons nous pour notre société ? Quels moyens veut-on se donner pour parvenir à ce but ?

Le collectif « Ambroise Croizat* » appelle toute organisation et tout(e) citoyen(ne) à le rejoindre, afin de lutter pour la préservation et l'amélioration de notre système solidaire de Protection Sociale. (* un des fondateurs de la Sécurité Sociale)

Les premiers signataires : Alternative Libertaire ; ATTAC 49 ; C.G.T.(cdc) ; Ecole Emancipée ; Ligue Communiste Révolutionnaire ; Parti Communiste Français ; Les syndicats S.U.D. ; Union syndicale SOLIDAIRES 49 .

Adresse courrier : C/O G10-Solidaires49, Bourse du Travail, 14 Place Imbach, 49100 Angers

Adresse email : colsecu49@wanadoo.fr

Recalculés : victoire en demi-teinte

Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale a déclaré le 3 mai que les « recalculés » seront réintégrés dans leurs droits. Cette mesure sera financée par l'aménagement d'une créance de 1,2 Milliards d'Euros de l'Etat sur l'UNEDIC et de 2 Milliards supplémentaires d'ici 2005. Les patrons ne paieront rien !

Ernest-Antoine Séllière qui jugeait « impensable » une hausse des cotisations patronales peut se déclarer satisfait. Le MEDEF jubile même de voir le « champ de la réforme » se rouvrir pour envisager l'indemnisation des chômeurs sous un angle « individualisé », démarche suivie par le gouvernement. Un angle « individualisé » ? Cela veut dire une obligation d'accepter n'importe quel emploi sans souci des qualifications ou vœux du demandeur si on ne veut pas se voir purement radié de l'A.N.P.E et de fait sans versement d'allocations chômage.

La « victoire des recalculés » est donc toute relative : le P.A.R.E n'est pas pour autant remis en cause, les premiers contrats R.M.A. sont arrivés dans la plus grande indifférence. Cette forme de travail précaire obligatoire permet aux patrons d'exploiter pour 20 heures hebdomadaires sur 18 mois maximum des RMistes qu'ils ne paieront que 183 Euros. Le complément R.M.I. sera versé au RMAste par l'intermédiaire du patron. L'employeur ne paiera de salaire socialisé (« charges sociales » dans le langage patronal) que sur 183 Euros.

L'épisode des « recalculés » de ces derniers mois ne doit pas nous faire oublier la nécessité d'une mobilisation forte sur la mise en place effective du R.M.A. et de revendiquer une assurance chômage intégrée dans le régime de Protection Sociale. Défendons ensemble une refondation solidaire de l'Unedic, basée sur l'augmentation des cotisations patronales, garantissant le Smic comme plancher !
Nathalie

Lexique : R.M.I : Revenu Minimum d'Insertion – R.M.A : Revenu Minimum d'Activité – A.S.S : Allocation Solidarité Spécifique

AGENDA

- ♦ **VENDREDI 28 MAI à 19 h**, conférence de notre camarade **Enzo Traverso** sur le thème : "**Marxisme, sionisme, question juive**" (initiative d'Espaces Marx Anjou et des Amis du Monde Diplomatique)
Salle Thiers-Boisnet, rue Thiers à Angers (entrée libre).
- ♦ **ce même VENDREDI 28 MAI**, à partir de 19 h 30, salle des "**Trois-Mâts**" (quartier des Justices à Angers), **Soirée Anti-Guerre : 20h concert : Trio Spanouch** (jazz manouche), **21h conférence-débat** organisée par le CLAM (Comité de Lutte Altermondialiste), avec Stop the war coalition (GB), le Comité Tchétchénie et l'Association France-Palestine Solidarité, **22h45 concert : CavalaiKa** (reggae), **0h00 concert : Kerly Coca** (rock festif).
Entrée : 3 euros Etudiants, lycéens, chômeurs/6 euros salariés.
Réservation au 02.41.66.02.02 ou au 06.75.95.41.03.
- ♦ **SAMEDI 5 JUIN** (Bush à Paris) : **manifestation nationale antiguerre à Paris**.
Contact bus (15 euros Etudiants, lycéens, chômeurs/ 25 euros salariés) : 06.75.95.41.03. La manif commencera vraisemblablement après la manif parisienne de défense de la Sécu, vers 17h.
- ♦ **le même SAMEDI 5 JUIN**, à Angers, **manifestation départementale pour la défense de l'Assurance-Maladie** (appel national CGT-FSU-UNSA, appels du G10 et du collectif Ambroise Croizat 49 de défense de la Sécurité sociale), départ à **15 h place Leclerc**.
- ♦ **DIMANCHE 6 JUIN**, à **15 h**, dans le cadre de la campagne pour les élections européennes : **meeting national LCR-LO avec Olivier Besancenot et Arlette Laguiller au Zénith à Paris**.
Des départs en car seront organisés. Plus d'infos ultérieurement.
- ♦ **MARDI 8 JUIN** : **réunion publique pour la défense de l'Assurance-Maladie**, organisée par le collectif Ambroise Croizat de défense de la Sécu, à **20 h 30, salle Thiers-Boisnet, rue Thiers à Angers**.
- ♦ **JEUDI 10 JUIN** : **meeting départemental de soutien à la liste LO-LCR Grand-Ouest aux Européennes**, à **20 h 30, salle Daviers, Bd Daviers, à Angers, avec Hélène Defrance** (tête de liste LO) et **Claude Quémar** (LCR).